

André Dycos

8 Rue Alexandre Dumas

47, 200 Marmande-

Secteur PCF

(- Adhérent militant depuis 1965

Cadre Supérieur Retraité - 81 ans)

11/10/2012

au Conseil National du PCF -

2 Place du Colonel Fabien Paris 19^e

Commission de transparence des débats : pour la préparation
du Congrès de 2013

- Après l'appel à contributions proposé par le Conseil National du 19 Septembre, j'ai versé ci-après ma contribution individuelle, établie bien sûr après discussion avec quelques camarades surtout retraités et vieux adhérents sur certains points.

Chers camarades

Votre initiative de cette contribution :

L'avenir du PCF, pour changer profondément notre société capitaliste, aller vers un véritable socialisme ; faire vivre partout le P.C., - comme avant 1990 avec beaucoup de cellules urbaines et rurales - pour intensifier la lutte de classe.

- La résolution politique proposée par le Conseil National du 19 Septembre 2012 pour le Congrès des 7-10 Janvier 2013 précise les objectifs :

sortir de la crise ; gagner le changement ; changer la société ; refonder l'ambition communiste.

Ce Congrès sera sans doute celui où se joue l'avenir du PCF, sa reconstruction et son renforcement indispensables pour atteindre rapidement ces objectifs.

Pour beaucoup de camarades, surtout vieux adhérents et militants, le PCF est à la croisée

des chemins, en raison de sa faible audience électorale, de la nette réduction de son implantation - depuis 2 décennies et donc de ses activités au plan local ou sectoriel depuis "la grande flaque" - son effet, depuis 1990 environ, de près de 300 000 adhérents, surtout retraités, on est passé à près de 130 000 en 2012, avec la disparition ou l'extinction de nombreuses cellules d'entreprise ou locales et de quartiers, situation que les Directions Nationales et départementales n'ont pas efforcées de redresser ou de rétablir, ce qui a engendré l'existence de nombreux "déserts PCF" dans beaucoup de quartiers urbains et de zones rurales, et contribué notamment à l'affaiblissement du Parti et à des divisions au plan idéologique et politique.

Suite au verso p. 2. pour le plus grand profit de la bureaucratie et du PS, de la droite de l'extrême droite et du patronat en général.

La crise accrue du capitalisme dirigé par le grand capital financier, les objectifs de la mondialisation, ont aggravé depuis quelques années, et en Europe depuis le traité de Maastricht en 1986, la situation de la grande majorité des travailleurs, de la classe ouvrière dans de nombreux pays européens. Et la gouvernance social-démocrate ou l'entente droite-social démocrate ont tout fait pour accroître leur puissance, leurs pouvoirs répressifs et anti-démocratiques dans de nombreux pays au détriment du mouvement communiste, certes profondément affaibli par la chute de l'URSS et des pays satellites de l'est de 1990 et la quasi-extinction de l'idéal communiste dans ces pays.

Mais, comme l'a écrit Patrice Bureau dans son rapport du 19 septembre « nous avons besoin que le Congrès d'Autonville en Juin 2013, soit l'un des lieux de la renaissance de l'ambition révolutionnaire » En effet, il est temps de rebâtir la barre, compte tenu de notre ^{faiblesse} faiblesse, de notre faible implantation et de la disparition de nos activités dans bien des milieux populaires, à la ville comme à la campagne, à cause de l'extinction de bien des cellules; cellules qui constituaient jusqu'en 1990 environ, les fers de lance du Parti, avaient une bonne part de son audience, et constituaient un bon moyen de proximité pour recruter, et bénéficier du soutien actif de beaucoup de collègues et de voisins dans les différentes luttes engagées dans un état d'esprit démocratique souvent opposé aux activités bureaucratiques... « Rejoindre l'ambition communiste » est un objectif urgent, capital, pour continuer à changer profondément la société, dans un sens anti-capitaliste, comme l'espèrent sincèrement des millions de travailleurs, de citoyens modestes en France; souvent durement exploités.

Car la gouvernance social-démocrate et réformiste constituée ^{depuis 1986} traque ^{notamment} avec la politique et construction européennes actuelles, qu'un accompagnement et une atténuation de la politique menée par le grand capital multinational et la grosse bourgeoisie; ^{les seuls} face à la crise aiguë et prolongée, pour mieux s'opposer aux luttes populaires menées engagées pour une exploitation de plus en plus forte dans bien des pays européens, ont établi le traité TSCG conclu par Merkel-Sarkozy et la Commission de Bruxelles en Juin 2012, traité totalement répressif.

Malgré tous ces évènements formidables, « la renaissance de l'ambition révolutionnaire » doit donc viser à constituer un programme correspondant, et à déterminer les moyens politiques,

institutionnels, économiques et financiers, sociaux et environnementaux, indispensables pour réaliser progressivement une profonde transformation sociale de la société, en une de socialisme, avec la participation - consciente et active de bien des travailleurs, de la grande majorité des citoyens, et bon sûr, avec surtout le concours actif et l'appui efficace des partis politiques engagés - dans ce processus, de bien des syndicats et associations également. Mais la visée future d'un véritable socialisme démocratique, dans son développement, ne pourra écarter le projet communiste à long terme, à chacun selon ses besoins, de chacun selon sa liberté, et bien des enseignements et des objectifs du marxisme. Mais pour "gagner le changement, changer la société et refonder l'émulation communiste", je considère, comme beaucoup d'autres camarades, qu'il est d'abord

indispensable de réaliser quelques objectifs majeurs, présentés successivement ci-après:

- au plan politique, obtenir pour notre pays une majorité parlementaire de gauche, à l'Assemblée Nationale notamment, qui décidera malgré de futures obstacles: de dominer et de soumettre le grand capital multinational et les marchés financiers, et d'appliquer une politique largement antécapitaliste; d'engager une construction européenne bien différente, de la réorienter profondément, et d'opérer des changements importants dans les Institutions européennes, - dans leurs pouvoirs: Parlement - Commission - Banques - BCE etc

- au plan économique et financier, décider rapidement de l'appropriation et de la gestion publiques des grands moyens de production et d'échanges, largement privatisés depuis 1986, re-nationaliser les grands moyens essentiels: les Banques nationalisées, l'énergie: EDF-GDF, les Trains: SNCF et Air France - La sidérurgie - l'Automatique - la Poste et Télécoms Orange - les industries d'armement etc.

- au plan social et environnemental: rétablir une gestion démocratique de la Sécurité Sociale; renforcer les moyens et les missions de l'Hôpital public, créer des maisons de santé dans les zones rurales etc.; pour l'éducation Nationale, renforcer notamment les moyens des établissements publics, qui ont vu avec la RGPP des dizaines de milliers de suppressions d'emplois depuis 2005 notamment; amener

une défense efficace de la laïcité, un plus grand respect pour l'école laïque...

En conclusion, une laïcité actuelle de la socialité communiste dans l'opinion, seul un Parti communiste puissant, très renforcé sur le terrain européen essentiel de la lutte de classe, visant au moins 10% d'adhésions nationales, ^{d'après ce que} pour d'un Front Populaire et d'un renouveau antécapitaliste de combat.

Voir le Congrès de 2013!
- fraternellement:
(Génèrez une épître)
A. J. H.
FIN